



PRÉFÈTE DE CORSE

DIRECTION RÉGIONALE  
DE L'ENVIRONNEMENT  
DE L'AMÉNAGEMENT  
ET DU LOGEMENT  
Service biodiversité, eau et paysages

Arrêté n° F09418P089 du 02 JAN, 2019

portant décision d'examen au « cas par cas » relatif à la création d'un lotissement de 6 lots, sur le territoire de la commune de ZONZA, en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

*La préfète de Corse  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier du Mérite Agricole,  
Chevalier des Palmes Académiques*

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu le décret du président de la République du 27 avril 2018 nommant Mme Josiane CHEVALIER, préfète hors classe, en qualité de préfète de Corse, préfète de la Corse-du-Sud ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n° R20-2018-05-22-009 en date du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Daniel FAUVRE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Corse ;
- Vu l'arrêté n° 2A-2018-10-12-002 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse en date du 12 octobre 2018 portant subdélégation de signature à Mme Sylvie LEMONNIER, directrice régionale adjointe ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas, préalable à la création d'un lotissement de 6 lots, sur le territoire de la commune de ZONZA, présentée le 18 décembre 2018 par Mme Marie Josiane BARTOLI ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé, en date du 20 décembre 2018.

**Considérant** la nature du projet qui consiste en la création d'un lotissement de 6 lots en vue de construire 6 maisons individuelles d'habitation et une voie de desserte, pour une surface de plancher maximale de 1 260 m<sup>2</sup>, sur la parcelle cadastrée AH110, sur le territoire de la commune de ZONZA ;

**Considérant** que le projet comprend la réalisation de travaux de viabilisation sur environ 3 mois et de travaux de construction des villas individuelles sur environ 2 ans ; Qu'en outre, il implique une opération de défrichement portant sur une surface de 8 000 m<sup>2</sup> ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique 47°a « Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** la localisation du projet :

- en dehors de tout zonage réglementaire ou d'inventaire de protection de l'environnement ;
- à plus de 600 m du site Natura 2000 « San Cyprianu – étang d'Arasu et îlots cornuta et San Cyprianu » ;
- à plus de 700 m du site Natura 2000 « Pinarellu, dunes, étang de Padulatu et Padulu Tortu » ;

- à plus de 600 m de la ZNIEFF de type I « Étangs et zones humides du golfe de Pinarello » ;
- au sein de la zone de sensibilité archéologique « Secteur archéologique de Cirendinu » ;
- en continuité de parcelles bâties au sein d'une zone résidentielle ;

**Considérant** que, au regard de son éloignement, le projet n'apparaît pas susceptible d'avoir une incidence significative sur les zones d'intérêt écologique identifiées à proximité ;

**Considérant** que les clôtures seront ajourées afin de permettre la libre circulation de la petite faune et que, dans la mesure du possible, les arbres de haute tige seront conservés ; que ces mesures sont de nature à réduire l'impact du projet quant à la perte et au fractionnement des habitats ;

**Considérant** que, avant la réalisation des travaux, le pétitionnaire devra s'assurer de l'absence d'espèces protégées sur le site et que, dans l'hypothèse où de telles espèces seraient présentes et qu'il subsisterait des impacts résiduels sur celles-ci après mise en œuvre de mesures d'évitement et de réduction, le projet relèverait de l'article L. 411-2 du code de l'environnement fixant les conditions de délivrance d'une dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées et de leurs habitats ;

**Considérant** que, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors des travaux, le pétitionnaire devra en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui en informera le préfet en application des articles L. 531-14 et R. 531-8 du code du patrimoine ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine.

*Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement*

#### **ARRÊTE**

- Article 1<sup>er</sup>** - Le projet de création d'un lotissement de 6 lots, sur le territoire de la commune de ZONZA, faisant l'objet du présent arrêté n'est pas soumis à étude d'impact, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.
- Article 2** - La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.
- Article 3** - Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.
- Article 4** - Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour la préfète et par délégation,**

**Le directeur**



#### **Voies et délais de recours**

**Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

— **Recours gracieux :**

à adresser à madame la préfète

BP 401 – 20188 Ajaccio Cedex 1

— **Recours hiérarchique :**

à adresser à monsieur le ministre de la Transition écologique et solidaire